



Réseau européen pour l'inclusion et l'action sociale locale

Mémoire ELISAN

suite aux élections du Parlement européen

Juillet 2009

Sommaire

Ce que nous sommes	p3
Ce que nous défendons	p4
Thématiques / Expertise	p5
Nos attentes pour le nouveau mandat du Parlement européen.....	p6

Elisan

Villa Souchet - 105 avenue Gambetta - BP 3
75 960 Paris cedex 20 - France

L'Europe sociale est une ambition inachevée. En 2000, les chefs d'Etats et de gouvernement européens se sont engagés à progresser dans l'éradication de la pauvreté d'ici 2010. Force est de constater que cet objectif est encore loin d'être atteint. La crise économique et sociale frappant actuellement le monde et l'Europe en particulier nous met au défi de répondre à l'urgence sociale, dans une logique de solidarité européenne.

Ce que nous sommes

Les collectivités locales, fortement impliquées et compétentes en matière de maintien de la cohésion sociale dans la plupart des Etats européens, ont un rôle essentiel à jouer dans l'approfondissement d'une Europe sociale qui soit respectueuse des modèles nationaux. ELISAN (European Local Inclusion and social action network) a pour ambition de porter la voix des élus de l'action sociale locale sur la scène européenne.

Lancé officiellement en janvier 2008, ELISAN est un réseau fort de plus de 1 200 communes et de leurs établissements publics auxquels s'ajoutent des représentants d'autres niveaux de collectivités locales compétentes en matière sociale, issus de 11 Etats membres, ce qui représente 30 millions de citoyens européens.

ELISAN est un outil de réflexion, d'analyse, de propositions et d'échange d'expériences. Ses membres partagent la volonté commune de promouvoir, auprès des instances de l'Union européenne, l'action sociale de proximité. Dans toute sa capacité d'innovation et de réactivité, ELISAN contribue à l'objectif fondamental de cohésion sociale que s'est assignée l'Union. Face aux problématiques sociales diversifiées, ELISAN souhaite par conséquent contribuer à faire connaître et valoriser la richesse des politiques et démarches mises en œuvre par les collectivités locales en faveur de l'inclusion et de la cohésion sociale au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'Union européenne.

Les objectifs

- ➔ **Participer aux débats**, réagir et contribuer aux initiatives prises par les institutions européennes, influencer sur les décisions prises dans l'ensemble des domaines concernant la cohésion sociale locale
- ➔ **Favoriser les échanges d'informations et d'expériences** en matière de politiques sociales au niveau local
- ➔ **Encourager l'émergence de partenariats européens innovants**

Les axes de travail d'ELISAN en 2008 et 2009

- ➔ **Positionnement sur des dossiers stratégiques** : le statut des services sociaux d'intérêt général (SSIG) en droit communautaire, l'avenir de la méthode ouverte de coordination en matière d'inclusion sociale.
- ➔ **Participation à des consultations lancées par la Commission européenne** : dans le cadre de la consultation lancée par la Commission européenne relative au Livre vert sur la cohésion territoriale, ELISAN s'est attaché à mettre en exergue la dimension sociale de ce nouveau principe. ELISAN a fondé sa réponse sur la base des contributions apportées par différents membres de son réseau.
- ➔ **Contribution à des évènements et manifestations**, notamment sous la présidence française de l'Union européenne : sommet européen pour l'égalité des chances, table-ronde de lutte contre la pauvreté et les exclusions, second forum sur les services sociaux d'intérêt général, premières rencontres européennes sur les services à la personne, conférence Alzheimer. Par ailleurs, ELISAN organise le 27 octobre 2009 à Bruxelles une conférence sur le thème de la dimension sociale du principe de cohésion territoriale.
- ➔ **Participation à des projets transnationaux et identification de bonnes pratiques** : ELISAN s'est associé à la fondation Médéric Alzheimer pour lancer le 21 avril 2009 un prix européen relatif à la maladie d'Alzheimer. Trois prix récompenseront des expériences concrètes et finalisées dans le domaine de l'aide aux personnes malades et à leurs aidants, professionnels ou familiaux.

Le principe de subsidiarité

Définir et mettre en œuvre des politiques d'action sociale efficaces nécessite au préalable d'avoir une connaissance fine et une approche personnalisée des problématiques traitées. Le niveau infra national voire local, en prise directe avec la « réalité » sociale du terrain, est le plus à même de répondre de manière ciblée aux besoins identifiés localement. Une intervention de l'Union européenne dans le champ social devrait donc être définie en harmonie avec celle des collectivités nationales et locales.

ELISAN insiste sur la nécessité d'associer la notion de solidarité à la notion de subsidiarité. Il considère que l'application, sans régulation, du principe de subsidiarité risque d'accroître les inégalités entre les territoires et les individus. Aussi, afin de permettre à chaque collectivité d'avoir les moyens d'exercer ses propres choix,

ELISAN estime que

- ➔ l'autorité supérieure a l'obligation de soutenir l'autorité inférieure dans l'accomplissement de sa tâche ;
- ➔ toute répartition de compétences doit tenir compte du fait que les collectivités, fussent-elles du même niveau, ne disposent pas nécessairement de la même capacité à exercer ces compétences.

Par conséquent, l'application effective du principe de subsidiarité suppose que soient fournis parallèlement les moyens financiers et humains nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Le principe de cohésion sociale

La notion de « cohésion sociale » à laquelle se réfère ELISAN dans ses travaux et ses contributions se fonde sur une ambition : parvenir à un modèle intégré de développement durable de nos sociétés. Pour ce faire, ELISAN reprend notamment la définition donnée par le Conseil de l'Europe selon laquelle la cohésion sociale est « *la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques. La cohésion sociale doit s'appuyer fermement sur les droits de l'homme (tels qu'ils sont énoncés dans la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale révisée) et sur l'acceptation d'une responsabilité partagée pour le bien-être de tous les membres de la société, particulièrement ceux qui sont menacés de la pauvreté ou l'exclusion* ».

ELISAN soutient aussi l'objectif poursuivi par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Européenne (conseil européen, 22 et 23 mars 2000) de « *donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté en fixant des objectifs pour 2010* ».

Le principe de cohésion territoriale

Le développement territorial est directement lié aux aspects sociaux dans la mesure où il affecte les espaces (zones, régions) comme les personnes qui y vivent, et que ceux-ci l'influencent en retour. L'interdépendance et l'influence mutuelle entre populations et espaces sont des facteurs clés du développement territorial. La cohésion territoriale est par conséquent une exigence nécessaire pour - et un complément de - la cohésion économique et sociale dans le cadre de l'objectif de développement durable, dans le sens de la répartition équilibrée des activités humaines dans l'Union.

Développé dans le nouveau traité de Lisbonne, le principe de cohésion territoriale vise ainsi à compléter les principes de cohésion économique et sociale de l'Union. Il est un élément indispensable à la construction européenne. Les collectivités locales, qui accomplissent de nombreuses missions de service public relevant de l'action sociale locale - les services sociaux d'intérêt général, voient dans ce principe l'exigence d'un niveau élevé de qualité et d'accessibilité de services, pour tous les citoyens européens, quel que soit leur lieu de résidence. Le maintien de cette exigence contribue au respect des notions d'égalité devant le service public et d'équité territoriale.

Au regard de ces grands principes, l'action d'ELISAN vise à garantir les droits sociaux fondamentaux des citoyens dans l'Union Européenne. Les instruments législatifs et financiers qui permettront de rendre effectifs les principes de subsidiarité et de cohésion sociale et territoriale, devront ainsi préserver voire réaffirmer ces droits lorsque cela s'avère nécessaire.

Les thématiques sur lesquelles ELISAN peut vous apporter une expertise

ELISAN analyse, conseille et agit particulièrement sur les thématiques suivantes :

➔ **Dimension sociale de l'Union européenne : stratégie et politiques de l'Union européenne en matière d'inclusion, de lutte contre les exclusions et d'égalité des chances (« Agenda social »)**

La cohésion sociale fait partie intégrante de la stratégie de Lisbonne en faveur de la croissance et de l'emploi, et de la stratégie de développement durable de l'Union européenne. Alors que l'Union européenne, dans un contexte de crise sans précédent, doit redéfinir sa stratégie politique à l'horizon 2020, ELISAN peut vous apporter son expertise sur les différentes thématiques abordées dans le cadre de l'Agenda social européen : inclusion active et lutte contre la pauvreté, lutte contre les discriminations sous toutes ses formes, égalité entre les femmes et les hommes, action sociale (conciliation vie professionnelle et vie familiale, handicap et personnes âgées, logement social ou encore politiques socio-sanitaires).

➔ **Dimension territoriale de l'Union européenne : politique européenne de cohésion territoriale, économique et sociale**

La politique en faveur de la cohésion territoriale, économique et sociale entre les régions européennes est le deuxième poste budgétaire de l'Union. Cette politique partagée constitue le visage de l'Union sur les territoires : l'objectif d'un développement équilibré du territoire communautaire passe par la réduction des écarts structurels entre les régions de l'Union et par la promotion d'une égalité des chances effective entre les personnes y résidant. Dans la perspective de la révision de la programmation 2007-2013, ELISAN peut vous apporter son expertise sur la dimension sociale de cette politique.

➔ **Gouvernance des politiques européennes : participation des collectivités locales à l'élaboration et à l'application de la législation communautaire impactant l'action sociale locale**

Le mouvement de décentralisation et de délégation croissante des compétences, notamment sociales, du niveau étatique vers le niveau régional et local est observé dans toute l'Europe. Or, les collectivités locales sont prioritairement concernées par l'élaboration et l'application du droit communautaire, par la bonne adéquation entre le contenu des règles juridiques adoptées au niveau communautaire et la réalité des besoins et des contextes locaux. A titre d'exemple, ELISAN recommande l'aboutissement d'un cadre juridique communautaire flexible et protecteur pour le statut des services d'intérêt général, en particulier sociaux (SSIG). ELISAN souhaite que la Communauté européenne protège effectivement les SSIG qui jouent, sur les territoires, un rôle primordial de garantie des droits sociaux fondamentaux, en particulier des personnes vulnérables, et participent à l'objectif de cohésion sociale et territoriale de l'Union. Aux côtés des acteurs de l'économie sociale et solidaire, les collectivités publiques, notamment territoriales, ont une prééminence en matière d'organisation et de financement de ces services.

En 2010, l'Union européenne doit renouveler pour la nouvelle décennie sa stratégie politique globale afin de répondre aux défis du XXI^{ème} siècle. Face à la crise économique et sociale frappant l'ensemble du continent, il est du devoir du Parlement européen de contribuer activement à cette réflexion et de militer pour un engagement renforcé de l'Union européenne à l'objectif de cohésion sociale et de réduction de la pauvreté.

ELISAN appelle plus particulièrement le nouveau Parlement à :

- ➔ **Définir une nouvelle stratégie de Lisbonne intégrant pleinement l'objectif de cohésion sociale aux côtés des objectifs de compétitivité économique et d'excellence environnementale.** La dimension sociale est une part non dissociable et complémentaire des autres objectifs constitutifs d'un modèle de développement durable à construire. La nouvelle stratégie européenne devrait s'appuyer notamment sur les collectivités locales pour faire valoir une réponse intégrée, transversale et multidimensionnelle aux défis auxquels doit faire face l'Union européenne : mondialisation, vieillissement démographique, changements climatique et énergétique. La nouvelle stratégie devrait s'attacher à réduire les défaillances du marché et à soutenir la relance économique afin d'offrir des emplois stables et de qualité au plus grand nombre. ELISAN demande concrètement au Parlement de faire usage de la clause sociale horizontale prévue par le nouveau traité de Lisbonne (en cours de ratification) appelant à une intégration transversale de la dimension sociale dans l'ensemble des politiques européennes, au travers notamment de la systématisation d'analyses d'impact préalables à toute nouvelle législation.
- ➔ **Prendre des engagements ambitieux, partagés et chiffrés en matière d'inclusion et de lutte contre la pauvreté.** Une stratégie ambitieuse devrait s'attaquer à toutes les formes de pauvreté, qu'elles soient extrêmes ou relatives. Le contexte actuel de crise économique et sociale aiguë ne doit pas légitimer une accentuation de la paupérisation relative des travailleurs. Cela implique selon ELISAN l'élaboration et la concertation sur des objectifs fixés à différents niveaux de compétence (national, local), au travers d'un renforcement de la Méthode ouverte de coordination en matière d'inclusion et d'un partenariat plus étroit entre Parlements nationaux, assemblées représentatives des intérêts des collectivités locales et Parlement européen. Toute initiative européenne devrait se fonder au préalable sur une connaissance fine des réalités du terrain, ce à quoi les collectivités locales peuvent utilement contribuer.
- ➔ **Décliner la dimension sociale du nouvel objectif de cohésion territoriale.** Selon ELISAN, ce nouveau principe, complétant et enrichissant les principes de cohésion économique et sociale de l'Union européenne, doit permettre de mettre en évidence les liens forts existant entre développement des territoires et cohésion sociale. Selon ELISAN, la promotion d'un niveau élevé de cohésion (notamment sociale) à l'intérieur même des territoires est une condition fondamentale de réussite des objectifs de cohésion au sein de l'Union européenne. C'est pourquoi il est essentiel, au sein de la nouvelle programmation stratégique de la politique régionale européenne après 2013, d'intégrer pleinement le soutien à la cohésion sociale dans les territoires. A ce titre, ELISAN souhaite que puissent être élaborés de nouveaux indicateurs d'évaluation alternatifs à ceux basés sur la seule accumulation de richesses. Des indicateurs qui refléteraient plus largement le niveau de bien être social et environnemental dans les territoires. Afin d'atteindre cet objectif, ELISAN recommande d'impliquer plus largement les collectivités locales dans le processus d'élaboration et de gestion de cette politique.
- ➔ **Aboutir à un cadre communautaire clair et sécurisant pour des services sociaux d'intérêt général (SSIG) de qualité, abordables et accessibles à tous.** ELISAN appelle le nouveau Parlement à contribuer à la définition de conditions d'application claires du droit communautaire du marché intérieur et de la concurrence aux SSIG, susceptibles de prendre pleinement en compte leur mission d'intérêt général et leurs caractéristiques spécifiques de fonctionnement. Sur la base des nouvelles dispositions offertes par le traité de Lisbonne (en cours de ratification), ELISAN renouvelle son soutien à la codécision d'une directive sectorielle dans le respect du principe de subsidiarité et des modèles sociaux de chaque Etat membre.

Our expectations from the new mandate of the European

In 2010, the European Union has to renew a new global political strategy to meet the challenges of the twenty-first century. Facing an unprecedented economic and social crisis which affects the entire continent, it is the duty of European Parliament to contribute actively in this process and to campaign for a better commitment of the European Union with the objective of social cohesion and poverty reduction.

ELISAN call the new European parliament particularly to

➤ **Define a new Lisbon strategy for fully integrating the social cohesion objective alongside the economic competitiveness objective and environmental excellence.** The social dimension is a non-severable objective and additional to the other objectives of a sustainable development model. The new European strategy should be based particularly on local authorities to assert an integrated, transverse and multidimensional answer to the challenges faced by the European Union, in the context of globalization, ageing population, climate and energy changes. The new strategy should seek to reduce market failures and support the economic recovery, in order to provide stable and qualitative jobs to the greatest number of citizens. ELISAN specifically appeal the Parliament to use the horizontal social clause, foreseen in the new Lisbon Treaty (ratification in process) which call upon a crossed integration of the social dimension in all European policies, particularly through the systematic impact analysis prior to any new legislation.

➤ **Take ambitious, shared and quantified commitments, in terms of inclusion and fight against poverty.** An ambitious strategy should tackle all forms of poverty, even relative or extreme poverty. The strong economic and social crises should not justify an increase of the relative poverty of workers. This, according to ELISAN, requires the development and coordination of fixed objectives at the different levels of competence (national, local), through strengthening the open method of coordination in terms of inclusion and a closer partnership between national parliaments, assemblies representative of the local authorities' interest and the European Parliament. Any initiative should be primarily based on a detailed knowledge of the facts of the ground, to which the local authorities can effectively contribute.

➤ **Decline the social dimension of the new objective of territorial cohesion.** According to ELISAN, this new principle, which complements and extends the economic and social cohesion principles of the European Union, should highlight the strong links between the territories' development and the social cohesion. According to ELISAN, promoting a high level of cohesion (including social) within the territories is a fundamental requirement to achieve the goals of cohesion within the European Union. It is thus essential, in the new strategic planning of European regional policy after 2013, to fully integrate the support for social cohesion among the territories. As such, ELISAN, would like to improve the elaboration of new alternative assessment indicators, not only based on the accumulation of wealth. Those indicators should reflect the broader level of social and environmental welfare in the territories. To achieve this goal, ELISAN recommends a larger involvement of the local authorities in the development process and management of this policy.

➤ **To lead to a clear and safe community framework for qualitative, affordable and accessible social services of general interest (SSIG) to all.** ELISAN calls upon the new Parliament to contribute to the definition of clear conditions for the application of Community law of the internal market and competition within SSGI, which should into account, their mission of general interest and their specific characteristics of functioning. Based on the new arrangements offered by the Lisbon Treaty (in process of ratification), ELISAN repeats its support to the co-decision of a sector-based directive in accordance with the principle of subsidiarity and the social models of each Member State.

Themes on which ELISAN can provide its expertise

ELISAN analyses, advises and acts specifically on the following topics:

- ➡ **Social Dimension of the European Union: strategy and policies of the European Union in terms of inclusion, fight against exclusion and equal opportunities ("Social Agenda")**
Social cohesion is integrated in the Lisbon strategy for growth and employment and the sustainable development of the European Union. While the European Union, in a context of unprecedented crisis, must redefine its political strategy at the eve of 2020, ELISAN can provide its expertise on various themes addressed to the framework of the European Social Agenda: active inclusion and fight against poverty, fight against discrimination in all its forms, equality between women and men, social action (reconciling work and family life, disability and elderly, social housing or social and health policies).

- ➡ **The territorial dimension of the European Union: European policy of territorial, economic and social cohesion**
The policy in favor of territorial, economic and social cohesion between the European regions constitutes the second budget item of the Union. This shared policy constitutes the face of the Union on the territories: the goal of a balanced development of the community go through the reduction of structural gaps between the regions of the European union and by promoting effective equal opportunities among persons living there. In view of the revision of the 2007-2013 programming, ELISAN can provide expertise on the social dimension of this policy.

- ➡ **Governance of the European policies: participation of local communities in the development and the application of community legislation which has an impact on local social action**
Throughout the movement, of decentralization and the increased delegation of powers, particularly social, from the state level to the regional and local level, was observed all over Europe. Local governments are primarily concerned with the development and the implementation of Community law – by the correct correlation between the content of legal rules adopted at Community level and the real needs and local contexts. For example, ELISAN recommends the implementation of a flexible and protective Community legal framework for the status of services of general interest, particularly social (SSIG). ELISAN wants the European Community to protect SSGI that play a crucial role on the territories to guarantee the fundamental social rights, particularly for the most vulnerable people, and contribute to the social and territorial cohesion objective of the European Union. Besides the stakeholders of the third sector, the local and territorial authorities hold supremacy in the organization and financing of these services.

The principle of subsidiarity

The definition and implementation of policies for an effective social action primarily requires having a detailed knowledge and a personalized approach towards the issues involved. The infra-national and even the local level, in contact with the social "reality", are best appropriate to respond adequately to the identified needs. An intervention by the European Union in the social area should be defined in harmony with national and local authorities.

ELISAN stresses upon the need to associate the notion of solidarity with the concept of subsidiarity. It considers that the application of the principle of subsidiarity, without regulation, is likely to increase inequalities between regions and individuals.

In order to allow each community to have the means to exercise its own choice.

ELISAN considers that

- ▶ The higher authority has the obligation to support the lower authority in carrying out its duties;
- ▶ Any division of powers must take into account the fact that local authorities, be they at the same level, do not necessarily have the same ability to exercise these powers;

Therefore, the application of the principle of subsidiarity means a simultaneous provision of financial and human resources which are necessary to exercise the powers that are transferred.

The principle of social cohesion

The concept of "social cohesion", which ELISAN refers in its work and its contributions, is based on a broad and inclusive pillar of an integrated model of sustainable development of our societies. To do this, ELISAN refers to the definition given by the Council of Europe that social cohesion is "the ability of a society to ensure the welfare of all its members, to minimize the disparities and to avoid polarization. A cohesive society is a solidarity community composed of free individuals following the same aims in a democratic way. Social cohesion must be firmly based on human rights (as declared in the European Convention on Human Rights and the Revised Social Charter) and on the acceptance of a shared responsibility for the well-being of all members of the society, particularly those at risk of poverty or exclusion."

ELISAN also supports the goal taken by the Heads of State and Government of the European Union (European Council, 22 and 23 March 2000) to "make a decisive impact on eradicating poverty by setting targets for 2010".

The principle of territorial cohesion

Territorial development is closely linked to social aspects, since it affects the areas (zones, regions) where people live, and that they influence it in return. The interdependence and mutual influence between people and spaces are key factors for the development. Territorial cohesion is therefore a requirement for - and complement of - the economic and social cohesion in the framework of a sustainable development, in line with the balanced distribution of human activities in the Union.

The principle of territorial cohesion developed in the new Lisbon Treaty seeks to supplement the principles of economic and social cohesion of the Union. It is an essential element of the European construction. Local authorities achieve many activities of public services within the local social action - social services of general interest - and consider it, as a requirement to guarantee an adequate level of quality and accessibility for all European citizens, irrespective of their place of residence. Maintaining this requirement contributes to the compliance with the term of equality within public services and Territorial equity.

Given these principles, the action of ELISAN aims to guarantee the fundamental rights of citizens in the European Union. The legislative and financial instruments that will give effect to the principles of subsidiarity and territorial cohesion must preserve and even reaffirm those rights when necessary.

Social Europe is an ongoing ambition. In 2000, the Heads of State and Government committed themselves to make progress in the eradication of poverty by 2010. It must be noted that there is still a long way to go before reaching this goal. The economic and social crisis currently affecting the world and in particular Europe challenges us to address the social emergency, in a process of European solidarity.

Who we are

Local communities strongly involved and responsible for maintaining social cohesion in most European countries have an essential role to play in further development of a social Europe that respects national models. ELISAN has the ambition to bring the voice of local elected representatives of social affairs at European level.

Officially launched in January 2008, ELISAN (European Local Inclusion and Social Action Network) is a strong network of over 1,200 municipalities and their public institutions, representatives of other levels of local authorities active in social issues, from 11 Member States, thus representing 30 million of European citizens.

ELISAN is a place for reflection, analysis, proposals and exchange of experiences. Its members share the common desire to promote social proximity, among the European Union institutions. ELISAN, because of its capacity for innovation and responsiveness, makes a crucial contribution to the fundamental objective of social cohesion known as the Union. Dealing with diverse social issues, ELISAN wishes to contribute to and develop the wealth of policies and procedures implemented by local authorities, for the inclusion and social cohesion in the elaboration and implementation of the European Union policies.

ELISAN's objectives

- ➔ **Participate in debates**, respond and contribute to the initiatives taken by European institutions, to influence the decisions making in all matters concerning social cohesion at local level.
- ➔ **Promote the exchange of information** and experience in social policies at the local level.
- ➔ **Encourage the emergence of innovative European partnerships.**

The base of ELISAN's work in 2008 - 2009

- ➔ **Position papers on strategic issues:** the status of social services of general interest (SSiG) in Community law, the future of open method of coordination on social inclusion.
- ➔ **Participation in consultations launched by the European Commission** As a part of the consultation launched by the European Commission on the Green Paper about territorial cohesion, ELISAN devoted itself to highlight the social dimension of this new principle. ELISAN based its response on the contributions made by various members of its network.
- ➔ **Contribution to events**, especially under the French Presidency of the European Union: European Summit on equal opportunities, Round Table against poverty and exclusion, the second forum on social services of general interest, first European meeting on home care services, Conference on Alzheimer disease and other disorders. ELISAN will also organize a conference on October 27, 2009 in Brussels related to the social dimension of the principle of territorial cohesion.
- ➔ **Participation in transnational projects and identification of good practices:** ELISAN jointly with the Mederic Alzheimer Foundation has launched on 21 April, 2009 a European award for Alzheimer's disease. Three prizes will award concrete and implemented experiences in the field of assistance to patients, and those who look after them: professionals, relatives.

Contents

Who we are	p3
What we stand for	p4
Themes / Expertise.....	p5
Our expectations from the new mandate of the European.....	p6

Elisan
Villa Souchet - 105 avenue Gambetta - BP 3
75 960 Paris cedex 20 - France



European Local Inclusion and Social action Network
Réseau européen pour l'inclusion et l'action sociale locale
Tél. : ++ 33 (0) 3 20 28 07 50 / Fax : ++ 33 (0) 3 20 28 07 51
www.elisan.eu - europe@elisan.eu

July 2009

Memorandum ELISAN following the European Parliament Elections

